



2.000.000 de manifestants le 24 juin : Contre le projet gouvernemental sur les retraites, On continue pour obtenir le retrait du projet !

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Document réalisé le 28/06/10 consultable en intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt> et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

MM. Sarkozy et Fillon, prenant le relais de leur ministre Woerth actuellement en difficulté comme nombre de membres du gouvernement, ont opposé une fin de non-recevoir aux millions de manifestants du 24 juin. Ils ont réaffirmé vouloir faire valider leur projet de contre-réforme des retraites par le conseil des ministres du 13 juillet, avant présentation devant l'Assemblée Nationale le 7 septembre. Droits dans leurs bottes, ils entendent maintenir tous les reculs sociaux massivement rejetés par les salariés :

- **Report de l'âge légal de départ** à la retraite à 62 ans repoussant de fait à 67 ans l'âge pour percevoir sa retraite à taux plein sans décote
- **Augmentation de la durée de cotisation** à 41,5 annuités
- **Augmentation du taux de cotisation** de 2,7% pour les fonctionnaires, soit baisse effective de notre pouvoir d'achat
- **Suppression du dispositif de départ sans conditions d'âge pour les mères** de 3 enfants et ayant 15 ans de cotisation, en y surajoutant même un dispositif anticipant dès Juillet 2010 la promulgation de cette loi !

ALERTE MERES 3 ENFANTS !

13 juillet 2010 : remise en cause immédiate de leur droit à départ anticipé : [EN SAVOIR PLUS !!!!](#)

Rien de tout cela n'est acceptable ! **Ce projet doit être retiré.**

La CGT- INRA estime que la grève interprofessionnelle unitaire, appelée clairement pour le retrait du projet de loi est à l'ordre du jour, et est la seule voie pour faire reculer le gouvernement.

C'est dans ce contexte que vient de s'ouvrir le « rendez- vous salarial » avec le Ministre de la Fonction Publique. Le Ministre ayant refusé de prendre un quelconque engagement sur une revalorisation immédiate du point d'indice et n'ayant même pas confirmé la très insuffisante revalorisation de 0.5% prévue pour 2010, la totalité des organisations syndicales (CGT, CFDT, CFTC, CGC, FO, FSU, SUD, UNSA) ont quitté la séance. Le plan d'austérité incluant 45 milliards de réduction des dépenses publiques jusqu'en 2013 est gros d'**un gel des salaires qui, allié à la hausse annoncée de nos cotisations, provoquerait une chute sans précédent du pouvoir d'achat de tous les personnels.**

A l'inverse, gouvernement et Ministères entendent renforcer l'individualisation des salaires à coup de primes. **C'est ce qui est visé avec la mise en place de la PES pour les chercheurs et les primes en gestation pour les ITA** (Prime d'Intérêt Collectif - PIC, et Prime de Fonction et de Résultats - PFR, dans les Universités).